

CONTRIBUTION À LA CONFÉRENCE NATIONALE

Débat stratégique : Deux options en toute clarté

Pouvoir de plus en plus personnel, lois liberticides, explosion des inégalités de plus en plus insupportable devant la pandémie, mépris des enjeux écologiques, voie de la privatisation de la recherche des domaines de la santé, de l'éducation, de l'énergie ; abandons industriels, alors qu'un vent mauvais souffle à l'international.

Une situation qui provoque colères et luttes, de beaux engagements dans les solidarités, mais du fait du matraquage des idées dominantes, de la désunion des Gauches, ne génère pas de débouché politique.

Le constat est amer : le désaveu des politiques se manifeste autant par une abstention massive que par le discrédit des partis. L'extrême-droite, dont les valeurs paradent impunément sur la place publique séduit une fraction du peuple.

En dépit de l'engagement des communistes, de leurs élus, de l'énergie déployée par leur secrétaire national, leur influence demeure modeste. On a pu le mesurer aux élections européennes.

Les conditions dégradées des élections municipales n'ont pas inversé la tendance. Les négociations en cours pour les régionales et les départementales montrent que les communistes, assez loin de certaines affirmations de congrès et sans véritable visibilité nationale, y appliquent des principes de réalité.

Quant à nos partenaires, les rapports de force dominant, parfois en toute irresponsabilité vis-à-vis de la menace de l'extrême-droite. Et souvent avec le projet de faire chuter les élus communistes, quitte à livrer la population à des politiques régressives de la droite ou à renoncer à reconquérir une région, un département.

Dans ces conditions qu'il nous faut apprécier lucidement, il, n'y a pas de chemin évident pour contribuer à ouvrir des alternatives. Cela explique la difficulté du débat en cours.

Une option a disparu, celle qui consistait à soutenir le candidat de la France Insoumise, même si celui-ci propose, instruit par l'expérience, un accord législatif.

Mais en vérité nous sommes nombreux à penser que cette candidature, loin d'être rassembleuse, constitue, comme celles d'ailleurs d'écologistes ayant fort rapidement emprunté les travers des accords de sommet, un obstacle à construire le mouvement citoyen qui seul peut fédérer les engagements multiples, donnant confiance dans les ressources de notre peuple.

Convergences nouvelles entre le mouvement syndical et les associations pour le sauvetage de la planète, dizaine de milliers de jeunes, dont les communistes, actifs dans les quartiers populaires pour les gestes de solidarité nécessaires dans ces temps de pandémie ; soutiens aux migrants et aux sans-papiers ; acteurs de l'économie sociale et solidaire. Milliers de chercheurs, d'universitaires, de créateurs mettant en cause le capitalisme et ses profits indécents, ouvrant les chantiers du post capitalisme.

J'entends ce que dit Fabien Roussel des exigences d'un calendrier contraint. Mais je crois qu'il n'y a pas d'autre chemin, que c'est dommage que tant de temps ait été perdu pour ouvrir et affirmer cette ligne stratégique en accord avec ce qui a surgi, avec les communistes dans quelques villes lors des municipales.

Que l'identité, l'influence, l'ADN des communistes, c'est justement d'impulser l'unité populaire, hier en poussant au Front populaire, à l'union de la Résistance et de la Libération, aujourd'hui dans les conditions présentes de donner à un mouvement citoyen la possibilité d'une alternative crédible, d'ouvrir un espoir coopératif crédible.

En ce sens quelle meilleure image des communistes que de favoriser une réponse unitaire, un espoir pour les travailleurs ?

Oui, il reste peu de temps pour s'engager, non sans risque, sur le chemin d'un rassemblement populaire inédit.

L'autre option, celle de la candidature communiste – et notre secrétaire national ferait assurément un bon candidat - comme hier Ian Brossat comme chef de file aux élections européennes - avec le projet de rassembler et de reconstruire autour des communistes, d'utiliser la séquence électorale pour populariser les idées force notre projet.

Je crains fort que cela nous cantonne dans une candidature de témoignage, qui certes contente des militants mais stérilise nos capacités d'action et de conviction, hors jeu dans le combat politique qui s'annonce.

Depuis des années les formations d'extrême-gauche font ce choix. Elles déploient leur programme, mobilisent peu d'électeurs, se satisfont de campagnes vertueuses, idéologiquement à leurs yeux sans défauts ni compromis, des campagnes de l'entre soi sans peser sur les enjeux du moment.

Le contraire de l'engagement centenaire des communistes pour l'unité d'action et la recherche obstinée des voies de mobilisations politiques victorieuses.

Urgence à libérer les médias

Face au rouleau compresseur des médias porteurs des idées dominantes, Un élément essentiel et urgent de tout projet communiste, pacte législatif ou toute forme d'accord programmatique, c'est de desserrer l'étreinte, de rétablir une information pluraliste.

En France, en retirant la propriété de 90% des médias par 9 milliardaires, - soulignons au surplus que le groupe détenu par Vincent Bolloré véhicule désormais ouvertement les idées d'extrême-droite –

En soutenant plus fortement les médias indépendants, papiers et numériques, garants de la libre information des citoyens. Assurant l'existence de communautés de journalistes, d'un système de diffusion coopératif et de moyens numériques modernes.

En donnant les moyens et l'orientation pluraliste nécessaire à l'AFP, à la Radio-Télévision nationale.

En régulant l'activité des GAFAM, les obligeants à se conformer à des règles de pluralisme de l'information, à une juste rémunération des droits d'exploitation de l'information, à une contribution fiscale conforme à la réalité de leurs activités dans le pays.

Nicolas Devers-Dreyfus

Section de Trappes, fédération des Yvelines